



MENU



Mon compte



SOCIÉTÉ

POLICE ET JUSTICE



« Les faits reprochés à Nicolas Sarkozy, recel de détournements de fonds publics, corruption passive par personne dépositaire de l'autorité publique, association de malfaiteurs, sont par essence étrangers à un mandat électif », estime l'avocat général. Ces faits ne sont pas susceptibles d'être rattachés à la conduite de la nation. »

Stephane Lemouton/SIPA

Article abonné

Procès libyen en appel : jour 2

## **M** "Il a dénaturé la fonction" : saisir la Cour de Justice de la République ? La tentative désespérée des avocats de Sarkozy

Par Laurent Valdiguié

Publié le 17/03/2026 à 19:34















---

Ce 17 mars, au deuxième jour d'audience en appel du procès libyen, sur fond de tensions sourdes, les défenses de Nicolas Sarkozy et de Brice Hortefeux ont tenté d'obtenir la saisine de la Cour de Justice de la République. Mais pour le parquet général, Nicolas Sarkozy ne peut se prévaloir d'aucune immunité présidentielle.

---

Il fait chaud dans cette vieille salle d'audience, mais le fond de l'air du dossier reste frais. Comme un temps de mars, mi-soleil, mi-ombre, annonçant de possibles giboulées glaciales. Pour l'heure, au deuxième jour de ce procès libyen en appel, ce mardi 17 mars, la météo est restée calme. Le président de la Cour, **Olivier Geron**, a passé plusieurs heures, entre lundi après-midi et mardi matin, à lire son rapport, un long résumé austère récapitulant tous les épisodes de cette tentaculaire affaire à tiroirs. Avec une forme de gourmandise, montrant son appétit pour les cas complexes et arides, faisant preuve de souplesse dans les énumérations de chiffres, le magistrat a montré aux protagonistes de l'audience qu'il connaissait son dossier dans les moindres recoins et qu'il faudrait, devant lui, être précis. Les avocats de l'audience ont aussi noté aussi sa prudence, puisqu'Olivier Geron a rappelé les éléments à charge et à décharge dans un souci de ne rien laisser transparaître de son opinion personnelle. Rien de très neuf donc. Mais, en toile de fond, une tension sourde plane.

**À LIRE AUSSI : Nicolas Sarkozy retrouve le banc des accusés face à**

## un nouveau juge à poigne : Olivier Géron

Premier malaise, l'accusé de la Cour de Justice de la République, bras droit de Nicolas Sarkozy a été examiné ce mardi matin, chez lui, par un expert

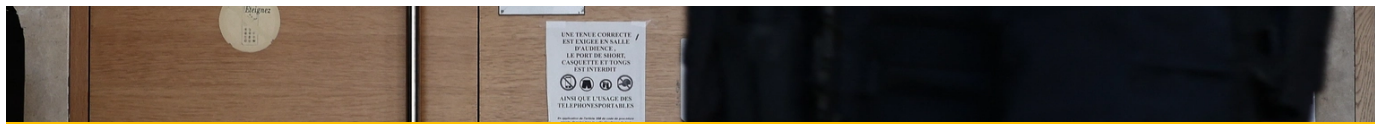
# NOS ABONNÉS AIMENT



avocat de Malaisie pour un acheteur fantôme. Des fonds, estime

**M "Je ne peux pas inventer !" : au procès libyen, Brice Hortefeux défend Nicolas Sarkozy jusqu'à l'absurde**  
l'accusation, contrôlés en réalité par l'autre intermédiaire libyen sulfureux du dossier. Alexandre Diouhri, devenu « l'ami » de Claude



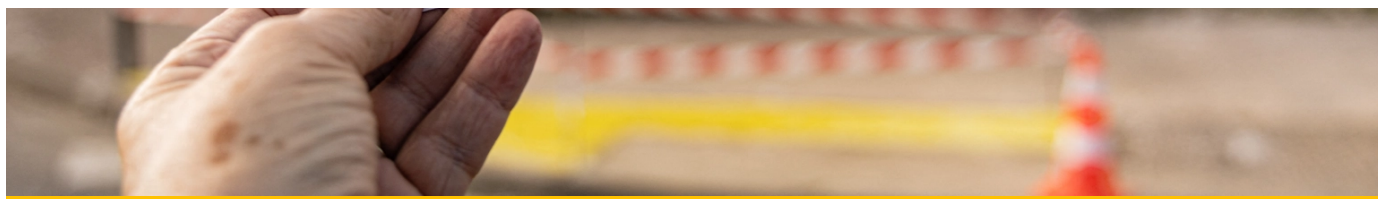


## "Inédit", "lamentable", "scandaleux" : le triste spectacle de l'enlèvement du procès de la DZ Mafia



## Preziosi, Dati, Rachline, Moudenc... Ces candidats "magouilleurs" aux municipales





**Barbus, magouilleurs, fachos, incompetents... 50 candidats toxiques à dégager aux municipales**

## PLUS DE SOCIÉTÉ

### Procès

**"C'est la femme de ma mort" : prison avec sursis et obligation de soins demandés contre l'animateur Laurent Boyer**

Thierry Lévêque le 31/03/2026



### Procès en appel, jour 8

**"Je ne peux pas inventer !" : au procès libyen, Brice Hortefeux défend Nicolas Sarkozy jusqu'à l'absurde**

Laurent Valdiguié le 30/03/2026



### Reportage

**"Tous les imams de la ville ont appelé à voter pour un candidat musulman" : Creil, laboratoire de la "Nouvelle France"**

Etienne Champion le 30/03/2026



### Génération désenchantée

**Léo, 26 ans, diplômé en RH : "J'ai déménagé dans le nord pour faciliter ma recherche d'emploi"**

Alice Le Jan le 30/03/2026



### Quelle époque

**Niane Richard ex-membre de #NousToutes · "Critiquer Ilrénce**



## Diane Ronald, ex membre de #MeToo : "Un quelconque Palestinien m'a attiré l'accusation d'être une 'facho' "

Violaine des Courières le 30/03/2026



### L'affaire du dimanche

## "J'ai fait une grosse connerie" : dans le Gard, le meurtre d'une femme autiste et la crainte d'une enquête "au rabais"

Martin Mollet le 29/03/2026



improviser une autre ligne de défense... Autre sujet de tension sourde, l'enjeu pour celui qui **DÉCOUVREZ LE NUMÉRO DE LA SEMAINE** N° 1515 - DU 26 MARS AU 1ER AVRIL 2026. Ce lundi, Nicolas Sarkozy s'est installé au premier rang de la crinoline des mauvais jours. La mobilité de ses jambes, quand il est assis de longues heures, témoigne des summums d'impatience et de nervosité qui l'habitent déjà. Sa défense

**PRÉSIDENTIELLE 2027 ILS S'Y VOIENT DÉJÀ, MAIS... ILS SONT TOUS NULS!**

**N° 1515**  
Du 26 mars au 1<sup>er</sup> avril 2026  
[www.marianne.net](http://www.marianne.net)

**Marianne**  
LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE

**LIONEL JOSPIN**  
NOTRE DROIT D'INVENTAIRE

**3,90€**

**SAINT-DENIS, CHALON... MAIN BASSE COMMUNAUTARISTE SUR LES VILLES**

**LES COULISSES D'UN FIASCO**



LIRE LE MAGAZINE

## LES ARTICLES LES PLUS LUS

### 1. "Absence de fond et de cohérence stratégique" : ça se lâche sur Tondelier chez les Verts

déclarent incompétents au profit de la Cour de Justice de la République (CJR). « *Ce qui est reproché à Nicolas Sarkozy, c'est un soutien financier de la Libye contre l'engagement d'apporter, une fois élu, un soutien à ce pays. C'est évidemment une corruption, qui suppose qu'un corrompu*

*exerce une fonction publique, ce qui est le cas d'un ministre de l'Intérieur ! La corruption est donc la base de tous les délits évoqués à l'encontre de Nicolas Sarkozy* », campe Me Darrois, estimant que ces éventuels délits auraient donc été commis dans l'exercice de fonctions ministérielles.

*! La corruption est donc la base de tous les délits évoqués à l'encontre de Nicolas Sarkozy* », campe Me Darrois, estimant que ces éventuels délits auraient donc été commis dans l'exercice de fonctions ministérielles.

Venez débattre !

**À LIRE AUSSI : Procès libyen : ce que dit la campagne de désinformation du clan Sarkozy**

*Pointant les « ignorances » des juges précédents « de la façon dont fonctionne un gouvernement », l'avocat de Nicolas Sarkozy estime que « seule la Cour de Justice de la République est compétente pour juger un ministre dans le cadre de ses fonctions, car sa composition comporte des*

*seule la Cour de Justice de la République est compétente pour juger un ministre dans le cadre de ses fonctions, car sa composition comporte des*

hommes politiques qui n'ignorent pas le fonctionnement de l'État». «

Voilà plus de dix ans», conclut-il. **LE COÛT DE LA VÉRITÉ N'EMPÊCHE PAS DE PRENDRE PARTI** avec l'ancien président Sarkozy» est emmené à venir s'expliquer devant des juridictions, « qui ne sont pas compétentes pour apprécier la situation ».

Après ces vingt-cinq minutes, l'avocate de Brice Hortefeux prend le relais pour creuser le même sillon... Une nouvelle demi-heure défile.

POLITIQUE

Macron **À LIRE AUSSI : Incarcération de Nicolas Sarkozy : la faute de**  
Gouvernement **Gérald Darmanin**

LREM Il ne faut qu'une poignée de minutes à Me Vincent Ollivier, avocat de 17  
Écolos ayants droit de victimes de l'attentat du DC10 d'UTA, pour torpiller  
Mélenchon l'hypothèse CJR. « J'ai écouté et lu les conclusions de la défense Sarkozy,  
Gauche je les ai trouvées moins distrayantes que la lecture du livre de Nicolas  
Droite Sarkozy sur sa brève incarcération, ironise l'avocat d'entrée. J'y vois  
Le Pen cependant un point commun, il est inconcevable pour Nicolas Sarkozy de  
Union Européenne partager le sort du commun des mortels. » Me Ollivier grince : « Nicolas  
Petites Régions de Grande Préfectures Sarkozy nous dit que tous les hommes politiques corrompus ne devraient  
être jugés que par leurs pairs ! Au contraire, la Cour de Justice de la  
République est compétente si le pacte corruptif est conclu pour la  
satisfaction d'un intérêt personnel ! Ici l'intérêt personnel, c'est l'ambition  
de Nicolas Sarkozy, et elle est au cœur du pacte de corruption. »

SOCIÉTÉ

Éducation **À LIRE AUSSI : "Quatre millions et demi par an ? Putain... quand**  
Laïcité et religions **même !" : enquête sur la fortune Sarkozy**

Police et Justice Sur sa chaise, tête en arrière, l'intéressé grimace. Pour enfoncer le clou,  
Alimentation Me Ollivier souligne que Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux, qui étaient  
Santé ministres en 2005 au moment des rencontres suspectes avec les Libyens,  
Logement n'ont justement rendu aucune contrepartie ministérielle aux proches de  
Terrorisme Kadhafi, « puisque la corruption devait intervenir quand Nicolas Sarkozy  
Médias serait président de la République ! » François de Cambiaire, pour  
Écologie Transparency International, plaide lui aussi pour « une absence de  
privilèges » : « Tous les actes illégaux sont hors des fonctions  
ministérielles, puisqu'elles ne comportent que des fonctions légales »...

Agriculture et ruralité  
Le Vincent Brengarth, pour l'association Sherpa, déplore la « *demande dérogatoire* » de la défense Sarkozy visant à échapper à la justice ordinaire. « *On échoue à comprendre, à la lecture des conclusions de Nicolas Sarkozy, en quoi ces qualifications pénales pourraient être compatibles avec des actes de la fonction...* », s'étonne l'avocat dénonçant « *l'absence de bon sens* » et « *l'incohérence* » de la défense de l'ancien président.

## ÉCONOMIE

### Énergie **DES FAITS ÉTRANGERS À UN MANDAT ÉLECTIF**

Économie française  
Le procureur général Damien Brunet demande lui aussi à la Cour de repousser la demande de dessaisissement de la CJR. « *La compétence de la CJR concerne les actes commis dans l'exercice des fonctions et ne s'étend pas aux faits commis à l'occasion d'une activité ministérielle !* »  
Économie européenne  
Économie internationale  
Protection sociale  
Territoires  
Entreprises  
Finance  
Consommation  
l'avocat, en citant plusieurs jurisprudences. « *Les faits reprochés à Brice Hortefeux et Nicolas Sarkozy ont eu lieu en marge de déplacements officiels... par détournement de moyens de l'État* », ajoute le magistrat du parquet général.  
À 17 h 43, à la surprise générale, le président appelle à la barre Nicolas Sarkozy, « *même s'il n'est pas d'usage d'interroger à ce stade les prévenus* ». Olivier Geron lui demande des explications sur la réforme

## MONDE

constitutionnelle de 2003. En deux enjambées, Nicolas Sarkozy est à la barre pour la première fois de ce procès. « *Je suis ici en tant que prévenu, pas en spécialiste des questions institutionnelles. Ma première réponse est : "Je suis innocent, je n'ai pas commis d'acte de corruption".* » Olivier Geron le coupe (« *Vous aurez l'occasion demain de faire une déclaration.* ») l'invitant à nouveau à détailler le contexte politique de la réforme de 2003. « *Jacques Chirac l'avait promis pendant la campagne de 2002, c'est une réforme qui a été portée ensuite par le garde des Sceaux. En tant que ministre de l'Intérieur, je n'ai pas eu à prendre position sur ce texte* », indique-t-il. La cour d'appel rendra sa décision sur ce point ce mercredi

## AGORA

matin. La probabilité qu'elle se dessaisisse au profit de la CJR semble voisine de zéro. Restera une question pour la suite de l'audience : pour quel choix, en défense, de commencer un procès en appel à si

Analyses hauts risques, par une bataille perdue d'avance ?

Billets & humeurs **A LIRE AUSSI : "Il a perdu la guerre du récit" : pourquoi Nicolas**

Lectures **Sarkozy risque de retourner en prison**

Tribunes libres Dans la foulée de cette question d'incompétence, Me Darrois plaide autre

Les médiologues chose, cette fois : l'immunité présidentielle de Nicolas Sarkozy après son

Entretiens et débats élection de 2007. « *Aucune juridiction ne peut rechercher la responsabilité de Nicolas Sarkozy pour des actes relevant de sa fonction.*

**CULTURE**

» Il estime qu'aucune juridiction pénale « *ne peut pas se pencher sur l'analyse de ses actes présidentiels* ». Exit donc des débats, à l'entendre,

Littérature toutes les questions sur les relations franco-libyennes entre 2007 et

Cinéma 2012... « *Vous ne pouvez pas poser de question à Nicolas Sarkozy sur ses actes présidentiels, la Constitution l'interdit* », lance Me Darrois dans son

Cultures pop filet de voix. Là encore, les avocats des parties civiles s'inscrivent en faux.

Télévision Me Vincent Brengarth dénonce une « *confusion entre immunité et impunité* », estimant que non seulement rien n'empêchera la Cour de

Arts plastiques poser des questions... mais qu'elle pourra aussi, « *contrairement au tribunal correctionnel* », entrer en condamnation pour des faits de

Musique corruption détachables de la fonction présidentielle. « *La qualité de chef de l'État n'est pas un passeport d'immunité* », lance Me Brengarth.

Marianne **A LIRE AUSSI Alexandre Djouhri maintenu en détention dans**

La fabrique culturelle **l'affaire libyenne : quel sera le sort de Sarkozy la semaine prochaine ?**

**ART DE VIVRE**

Venez débattre !

Le goût de la France Marianne respecte vos droits relatifs à vos données personnelles.

Vins Vous n'avez pas autorisé l'utilisation de vos données personnelles à la solution de débat Logora, par conséquent nous ne pouvons pas afficher le bloc de discussion.

Mode Si vous souhaitez modifier votre choix pour accéder aux débats, [cliquez sur ce lien](#)

Psycho

Tendances Au tour de l'avocat général Damien Brunet de se positionner sur

Quizz l'immunité présidentielle. Le magistrat a travaillé la question, évoquant des travaux parlementaires de 2006 préalables à la réforme de 2007

## NEWSLETTERS

conservant l'immunité présidentielle actuelle. Une douche froide pour la défense. « *Les faits reprochés à Nicolas Sarkozy, recel de détournements*

## PODCASTS

*de fonds publics, corruption passive par personne dépositaire de l'autorité publique, association de malfaiteurs, sont par essence étrangers*

## ARCHIVES

*à un mandat électif !*, estime l'avocat général. *Ces faits ne sont pas susceptibles d'être rattachés à la conduite de la nation.* » Selon Damien



Archives 2020 **Brunet**, Nicolas Sarkozy, président de la République, « *a mis en œuvre des contreparties juridiques politiques, diplomatiques, économiques en*

Archives 2025 *contrepartie d'un pacte corruptif* ». Pour le parquet général,

Archives 2024 contrairement à ce qu'a retenu le tribunal correctionnel, mais dans la

Archives 2023 **ligne** de la position des juges d'instruction et du Parquet national

Archives 2022 financier, il s'agit donc « *d'actes détachables de la fonction présidentielle*

Archives 2022 ». « *Nicolas Sarkozy a dénaturé la fonction présidentielle pour agir dans*

Archives 2021 *le cadre d'un processus délictuel. Il n'a pas agi en qualité de président. Il*

Archives 2020 *ne peut donc pas aujourd'hui demander devant vous les dispositions de*

Archives 2019 *l'article 67 de la Constitution.* » Damien Brunet demande à la Cour de «

Archives 2019 *rejeter la disposition d'incompétence soulevée par la défense* » et «

Archives 2018 *d'annuler sur ce point le jugement du tribunal correctionnel* ». Le

Archives 2017 **parquet** général a abattu ses cartes d'entrée. Contrairement aux juges de

Archives 2016 première instance qui ont limité les poursuites à la période antérieure à

Archives 2015 mai 2007, il demandera une condamnation jusqu'en 2012...

Archives 2014  Par Laurent Valdigué

Archives 2013

Archives 2012

Archives 2011

Archives 2010

Archives 2009

Archives 2008

Archives 2007

## LE MAGAZINE



[Déposer vos annonces légales](#)

[Voir nos annonces légales](#)

## NOS RÉSEAUX SOCIAUX



Facebook



Twitter

[Foire aux questions](#)

[Mentions légales et CGU](#)

[Données personnelles et cookies](#)

[Gérer mes cookies](#)

[CGV](#)

[Formulaire de rétractation](#)

[Postuler à un stage](#)

[Flux RSS](#)